



# Rapport de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant démolition dans un immeuble bâti

N° de dossier : 25/IMO/44669/OLP

Date du rapport : 03/07/2025

Références réglementaires et normatives				
Textes réglementaires	La mission est effectuée en application : - de l'article L4531-1 du code du travail conjointement aux arrêtés du 21 décembre 2012, du 26 juin 2013 et du 16 juillet 2019 modifié par arrêté du 23 janvier 2020 – des articles R.1334-19, R.1334-22, R.1334-23, R.1334-24, R.1334-29-6 et de l'annexe 13-9 du Code de la Santé Publique, issues du décret 2011-629 du 3 juin 2011.			
Normes utilisées	Norme NF X 46-020 d'Août 2017 : Repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante dans les immeubles bâtis			
Immeuble bâti visité				
Adresse	Rue :	64 ALLEE FORET DE SUZAC	DES	FLAMANTS
Bât., escalier, niveau, appartement n°, lot n°:				
Code postal, ville : 17132 MESCHERS SUR GIRONDE				
Section cadastrale AN, Parcelle(s) n° 52				
Périmètre de repérage				
Type de logement :	Habitation (maisons individuelles)			
Fonction principale du bâtiment :	Date du permis de construire non connue			
Date de construction :				
Le propriétaire et le donneur d'ordre				
Le(s) propriétaire(s)	Nom et prénom :	CONSERVATOIRE DU LITTORAL		
	Adresse :	10 RUE DU DOCTEUR PELTIER 17300 ROCHEFORT		
Le donneur d'ordre	Nom et prénom :	CONSERVATOIRE DU LITTORAL		
	Adresse :	10 RUE DU DOCTEUR PELTIER 17300 ROCHEFORT		
Le(s) signataire(s)				
	NOM Prénom	Fonction	Organisme certification	Détail de la certification
Opérateur(s) de repérage ayant participé au repérage	OLIVIER PROVINI	Opérateur de repérage	B.2.C 24 rue des Prés 67380 LINGOLSHEIM	Obtention : 01/09/2007 Échéance : 01/09/2012 N° de certification : 1234567
Personne(s) signataire(s) autorisant la diffusion du rapport				
Raison sociale de l'entreprise : SARL AUGRY (Numéro SIRET : 414 135 574 00039)				
Adresse : 7 AVENUE JEAN JAURES, 17110 SAINT-GEORGES-DE-DIDONNE				
Désignation de la compagnie d'assurance : AXA				
Numéro de police et date de validité : 6709513304 - 01/10/2025				
Le rapport de repérage				
Date d'émission du rapport de repérage : 03/07/2025				
Diffusion : le présent rapport de repérage ne peut être reproduit que dans sa totalité, annexes incluses				
Pagination : le présent rapport avec les annexes comprises, est constitué de 22 pages				

## SOMMAIRE

<b>1</b>	<b>CONCLUSIONS.....</b>	<b>2</b>
<b>2</b>	<b>LE(S) LABORATOIRE(S) D'ANALYSES .....</b>	<b>3</b>
<b>3</b>	<b>LA MISSION DE REPERAGE .....</b>	<b>3</b>
3.1	Le cadre réglementaire .....	3
3.2	Programme de travaux .....	3
3.3	Programme et périmètre de repérage.....	3
<b>4</b>	<b>CONDITIONS DE REALISATION DU REPERAGE .....</b>	<b>3</b>
4.1	Rapports précédemment réalisés .....	3
4.2	Écarts, adjonctions, suppressions par rapport aux normes en vigueur.....	3
4.3	Plan et procédures de prélèvements .....	4
<b>5</b>	<b>RESULTATS DU REPERAGE .....</b>	<b>4</b>
<b>6</b>	<b>SIGNATURES.....</b>	<b>7</b>
<b>7</b>	<b>ANNEXES.....</b>	<b>8</b>
7.1	Fiche d'identification et de cotation .....	8
7.2	Conséquences règlementaires et recommandations .....	9
7.3	Recommandations générales de sécurité .....	10
7.4	Plans et croquis .....	12
7.5	Photos.....	12
7.6	Rapports d'essais de laboratoire.....	16
7.7	Autres documents .....	17
7.8	Assurance .....	19
7.9	Certificat de compétences .....	22

## 1 CONCLUSIONS

L'opérateur de repérage n'ayant pu mener à son terme la mission décrite en tête de rapport, le donneur d'ordre doit faire réaliser des investigations approfondies ou mettre en œuvre des moyens d'accès spécifiques.

Dans le cadre de la mission objet du présent « Rapport de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante », **il a été repéré des matériaux et produits contenant de l'amiante.**

Localisation	Description
Bâtiment - Toiture	Plaques en fibres-ciment (y compris plaques « sous tuiles »)

Des investigations approfondies doivent être réalisés et des moyens d'accès mis à disposition par le donneur d'ordre.

Localisation	Zones inaccessibles	Raison	Moyens à mettre en œuvre
Annexes - Terrain	Toutes	Végétation trop importante	-
Ensemble immobilier infrastructure, fondations	Toutes	Hors d'atteinte	-
Ensemble immobilier Réseaux souterrain	Toutes	Hors d'atteinte	-

## 2 LE(S) LABORATOIRE(S) D'ANALYSES

Raison sociale et nom de l'entreprise : MY EASYLAB

Adresse : 4 RUE MARYSE BASTIé 44700 ORVAULT

Numéro d'accréditation Cofrac : PCA AB 1609

## 3 LA MISSION DE REPERAGE

### 3.1 Le cadre réglementaire

La mission est effectuée en application :

- de l'article L4531-1 du code du travail conjointement aux arrêtés du 21 décembre 2012, du 26 juin 2013 et du 16 juillet 2019 modifié par arrêté du 23 janvier 2020,
- des articles R.1334-19, R.1334-22, R.1334-23, R.1334-24, R.1334-29-6 et de l'annexe 13-9 du Code de la Santé Publique, issues du décret 2011-629 du 3 juin 2011.
- de la norme NF X 46-020 d'Août 2017 relatif au repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante dans les immeubles bâtis

### 3.2 Programme de travaux

Programme des travaux : Démolition total d'un ensemble immobilier

### 3.3 Programme et périmètre de repérage

Dans le cadre de la démolition de l'immeuble bâti, ou de la partie d'immeuble bâti, décrit en page de couverture du présent rapport, la mission consiste à repérer dans cet immeuble, ou partie d'immeuble, les matériaux ou produits contenant de l'amiante.

Des listes de matériaux pouvant contenir de l'amiante sont définies de façon non exhaustive dans l'annexe 13-9 du Code de la santé publique est l'annexe 13.9 (liste C) et par la norme NFX 46-020.

Périmètre de repérage :

Référence du programme de travaux : Néant

## 4 CONDITIONS DE REALISATION DU REPERAGE

Date(s) de visite sur site : 26/06/2025

### 4.1 Rapports précédemment réalisés

Documents demandés	Documents remis
Rapports concernant la recherche d'amiante déjà réalisés	-
Documents décrivant les ouvrages, produits, matériaux et protections physiques mises en place	-
Eléments d'information nécessaires à l'accès aux parties de l'immeuble bâti en toute sécurité	-

### 4.2 Écarts, adjonctions, suppressions par rapport aux normes en vigueur

La mission de repérage s'est déroulée conformément aux prescriptions de la norme NF X 46-020, révision d'Août 2017 et de l'arrêté du 16 juillet 2019.

Observations	Oui	Non	Sans Objet
Plan de prévention réalisé avant intervention sur site	-	-	X
Vide sanitaire accessible			X
Combles ou toiture accessibles et visitables			X

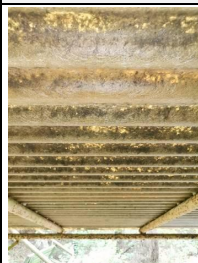

### 4.3 Plan et procédures de prélèvements

L'ensemble des prélèvements a été réalisé le respect du plan et des procédures d'intervention.


## 5 RESULTATS DU REPERAGE




Liste des produits et matériaux, présentée par catégorie :

#### 1 - Couvertures, Toitures, Terrasses et étanchéités


M010 : Partie à inspecter : TOITURE PVC.					
Niveau : Bâtiment					
Localisation	n° de sondage	Description	Echantillon	N° Echantillon	Photo
Auvent	1	Identifiant : M010 Description : TOITURE PVC Résultat : Absence d'amiante	Aucun prélèvement		
M006 : Partie à inspecter : Plaques en fibres-ciment (y compris plaques « sous tuiles »).					
Niveau : Bâtiment					
Localisation	n° de sondage	Description	Echantillon	N° Echantillon	Photo
Toiture	1	Identifiant : M006 Description : Plaques en fibres-ciment (y compris plaques « sous tuiles ») Quantification : 15 m2 Résultat : Présence d'amiante	Sondage et extension de la ZPSO du ou des échantillon(s) : D06	D06	

#### 2 - Parois verticales extérieures et Façades


M005 : Partie à inspecter : Peinture sur béton.					
Niveau : Bâtiment					
Localisation	n° de sondage	Description	Echantillon	N° Echantillon	Photo
Façades	1	Identifiant : M005 Description : Peinture sur béton Quantification : 1 ENS Résultat : Absence d'amiante	Sondage et extension de la ZPSO du ou des échantillon(s) : D05	D05	

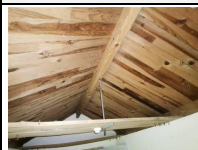
M008 : Partie à inspecter : Enduit extérieur (projeté, lissé ou taloché).					
Niveau : Annexes					
Localisation	n° de sondage	Description	Echantillon	N° Echantillon	Photo
Terrain (mur soutènement)	1	<u>Identifiant</u> : M008 <u>Description</u> : Enduit extérieur (projeté, lissé ou taloché) <u>Quantification</u> : 1 ENS <u>Résultat</u> : Absence d'amiante	Sondage et extension de la ZPSO du ou des échantillon(s) : D08	D08	
M004 : Partie à inspecter : Joint de mastic de vitrage.					
Niveau : Bâtiment					
Localisation	n° de sondage	Description	Echantillon	N° Echantillon	Photo
Chambre (menuiseries bois)	1	<u>Identifiant</u> : M004 <u>Description</u> : Joint de mastic de vitrage <u>Quantification</u> : 1 U <u>Résultat</u> : Absence d'amiante	Sondage et extension de la ZPSO du ou des échantillon(s) : D04	D04	
M003 : Partie à inspecter : Joint de mastic de vitrage.					
Niveau : Bâtiment					
Localisation	n° de sondage	Description	Echantillon	N° Echantillon	Photo
Cuisine (menuiserie métal)	1	<u>Identifiant</u> : M003 <u>Description</u> : Joint de mastic de vitrage <u>Quantification</u> : 1 U <u>Résultat</u> : Absence d'amiante	Sondage et extension de la ZPSO du ou des échantillon(s) : D03	D03	

### 3 - Parois verticales intérieures


M002 : Partie à inspecter : Enduit à base de ciment lissé ou taloché.					
Niveau : Bâtiment					
Localisation	n° de sondage	Description	Echantillon	N° Echantillon	Photo
Chambre; Bâtiment - Cuisine	1	<u>Identifiant</u> : M002 <u>Description</u> : Enduit à base de ciment lissé ou taloché <u>Quantification</u> : 14 ml <u>Résultat</u> : Absence d'amiante	Sondage et extension de la ZPSO du ou des échantillon(s) : D02	D02	


### 4 - Plafonds et faux plafonds

M007 : Partie à inspecter : Peinture intumescente.					
Niveau : Bâtiment					
Localisation	n° de sondage	Description	Echantillon	N° Echantillon	Photo
Auvent	1	<u>Identifiant</u> : M007 <u>Description</u> : Peinture intumescente <u>Quantification</u> : 1 ENS <u>Résultat</u> : Absence d'amiante	Sondage et extension de la ZPSO du ou des échantillon(s) : D07	D07	

M009 : Partie à inspecter : CHARPENTE BOIS.					
Niveau : Bâtiment					
Localisation	n° de sondage	Description	Echantillon	N° Echantillon	Photo
Chambre; Bâtiment - Cuisine	1	Identifiant : M009 Description : CHARPENTE BOIS Résultat : Absence d'amiante	Aucun prélèvement		

## 5 - Planchers et planchers techniques

M011 : Partie à inspecter : Dalle BETON.					
Niveau : Annexes					
Localisation	n° de sondage	Description	Echantillon	N° Echantillon	Photo
Terrain	1	Identifiant : M011 Description : Dalle BETON Résultat : Absence d'amiante	Aucun prélèvement		

M001 : Partie à inspecter : Ragréage.					
Niveau : Bâtiment					
Localisation	n° de sondage	Description	Echantillon	N° Echantillon	Photo
Chambre; Bâtiment - Cuisine	1	Identifiant : M001 Description : Ragréage Quantification : 9.40 m2 Résultat : Absence d'amiante	Sondage et extension de la ZPSO du ou des échantillon(s) : D01	D01	

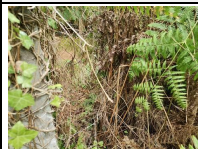
## 6 - Conduits et accessoires intérieurs

Sans objet

## 7 - Ascenseurs, monte-charges et escaliers mécaniques

Sans objet

## 8 - Équipements divers et accessoires

M012 : Partie à inspecter : POTEAUX BETON/BOIS + GRILLAGE.					
Niveau : Annexes					
Localisation	n° de sondage	Description	Echantillon	N° Echantillon	Photo
Terrain CLOTURE	1	Identifiant : M012 Description : POTEAUX BETON/BOIS + GRILLAGE Résultat : Absence d'amiante	Aucun prélèvement		

## 9 - Fondations et soubassements

Sans objet

## 10 - Aménagements, voiries et réseaux divers

Sans objet

## Composants ne figurant pas sur la Norme NF X 46-020 d'Août 2017

Sans objet

## 6 SIGNATURES

*Nota :* Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par **B.2.C - 24 rue des Prés  
67380 LINGOLSHEIM (détail sur [www.info-certif.fr](http://www.info-certif.fr))**

Fait à **MESCHERS SUR GIRONDE**, le **03/07/2025**

Par : **OLIVIER PROVINI**



Signature du représentant :

## 7 ANNEXES

### 7.1 Fiche d'identification et de cotation

Echantillon	Date de prélèvement	Localisation	Composant de la construction	Description	Résultat
D01		Bâtiment - Chambre; Bâtiment - Cuisine	5 - Planchers et planchers techniques - Revêtements de sols		Absence d'amiante
D02		Bâtiment - Chambre; Bâtiment - Cuisine	3 - Parois verticales intérieures - Murs et cloisons maçonnés		Absence d'amiante
D03		Bâtiment - Cuisine (menuiserie métal)	2 - Parois verticales extérieures et Façades - Menuiseries extérieures		Absence d'amiante
D04		Bâtiment - Chambre (menuiseries bois)	2 - Parois verticales extérieures et Façades - Menuiseries extérieures		Absence d'amiante
D05		Bâtiment - Façades	2 - Parois verticales extérieures et Façades - Façades lourdes y compris poteaux		Absence d'amiante
D06		Bâtiment - Toiture	1 - Couvertures, Toitures, Terrasses et étanchéités - Plaques ondulées et planes		Présence d'amiante
D07		Bâtiment - Auvent	4 - Plafonds et faux plafonds - Poutres et charpentes		Absence d'amiante
D08		Annexes - Terrain (mur soutènement)	2 - Parois verticales extérieures et Façades - Façades lourdes y compris poteaux		Absence d'amiante



## 7.2 Conséquences réglementaires et recommandations

### Conservation et transmission de ce rapport (Article 11 de l'arrêté du 16 juillet 2019)

Si le donneur d'ordre n'est pas le propriétaire de l'immeuble bâti concerné par la mission de repérage, il adresse à ce dernier une copie du rapport établi par l'opérateur de repérage.

En cas de mission de repérage portant sur une partie privative d'un immeuble collectif à usage d'habitation, son propriétaire met à jour le contenu du « dossier amiante - parties privatives » (DAPP) prévu au I de l'article R. 1334-29-4 du code de la santé publique, en y intégrant les données issues du rapport ou du pré-rapport de repérage amiante avant travaux. Il tient à disposition et communique ce DAPP, ainsi complété, selon les modalités prévues au II de l'article R. 1334-29-4 du code de la santé publique.

En cas de mission de repérage portant sur les parties communes d'un immeuble collectif à usage d'habitation ou sur un immeuble non utilisé à fin d'habitation, son propriétaire met à jour le contenu du « dossier technique amiante » (DTA) prévu au I de l'article R. 1334-29-5 du code de la santé publique ainsi que de sa fiche récapitulative, en y intégrant les données issues du rapport ou du pré-rapport de repérage amiante avant travaux. Il tient à disposition et communique ce DTA, ainsi complété, selon les modalités prévues au II de l'article R. 1334-29-5 du code de la santé publique.

En cas de mission de repérage portant sur tout ou partie d'un immeuble d'habitation ne comprenant qu'un seul logement, son propriétaire conserve le rapport ou le pré-rapport restituant les conditions de réalisation et les conclusions de cette recherche d'amiante avant travaux. Il communique ce rapport ou ce pré-rapport, sur leur demande, à toute personne physique ou morale appelée à effectuer des travaux dans l'immeuble bâti ainsi qu'aux agents de contrôle de l'inspection du travail mentionnés à l'article L. 8211-1 du code du travail, aux agents du service de prévention des organismes de sécurité sociale et, en cas d'opération relevant du champ de l'article R. 4534-1 du code du travail, de l'organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics.

### Conséquences réglementaires suivant l'état de conservation des matériaux ou produit de la liste A

**Article R1334-27 :** En fonction du résultat du diagnostic obtenu à partir de la grille d'évaluation de l'arrêté du 12 décembre 2012, le propriétaire met en œuvre les préconisations mentionnées à l'article R1334-20 selon les modalités suivantes :

**Score 1** – L'évaluation périodique de l'état de conservation de ces matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante est effectuée dans un délai maximal de trois ans à compter de la date de remise au propriétaire du rapport de repérage ou des résultats de la dernière évaluation de l'état de conservation, ou à l'occasion de toute modification substantielle de l'ouvrage et de son usage. La personne ayant réalisé cette évaluation en remet les résultats au propriétaire contre accusé de réception.

**Score 2** – La mesure d'empoussièrement dans l'air est effectuée dans les conditions définies à l'article R1334-25, dans un délai de trois mois à compter de la date de remise au propriétaire du rapport de repérage ou des résultats de la dernière évaluation de l'état de conservation. L'organisme qui réalise les prélèvements d'air remet les résultats des mesures d'empoussièrement au propriétaire contre accusé de réception.

**Score 3** – Les travaux de confinement ou de retrait de l'amiante sont mis en œuvre selon les modalités prévues à l'article R. 1334-29.

**Article R1334-28 :** Si le niveau d'empoussièrement mesuré dans l'air en application de l'article R1334-27 est inférieur ou égal à la valeur de cinq fibres par litre, le propriétaire fait procéder à l'évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante prévue à l'article R1334-20, dans un délai maximal de trois ans à compter de la date de remise des résultats des mesures d'empoussièrement ou à l'occasion de toute modification substantielle de l'ouvrage ou de son usage.

Si le niveau d'empoussièrement mesuré dans l'air en application de l'article R1334-27 est supérieur à cinq fibres par litre, le propriétaire fait procéder à des travaux de confinement ou de retrait de l'amiante, selon les modalités prévues à l'article R1334-29.

**Article R1334-29 :** Les travaux précités doivent être achevés dans un délai de trente-six mois à compter de la date à laquelle sont remis au propriétaire le rapport de repérage ou les résultats des mesures d'empoussièrement ou de la dernière évaluation de l'état de conservation.

Pendant la période précédant les travaux, des mesures conservatoires appropriées doivent être mises en œuvre afin de réduire l'exposition des occupants et de la maintenir au niveau le plus bas possible, et dans tous les cas à un niveau d'empoussièrement inférieur à cinq fibres par litre. Les mesures conservatoires ne doivent conduire à aucune sollicitation des matériaux et produits concernés par les travaux.

Le propriétaire informe le préfet du département du lieu d'implantation de l'immeuble concerné, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle sont remis le rapport de repérage ou les résultats des mesures d'empoussièrement ou de la dernière évaluation de l'état de conservation, des mesures conservatoires mises en œuvre, et, dans un délai de douze mois, des travaux à réaliser et de l'échéancier proposé.

#### Article R.1334-29-3 :

I) A l'issue des travaux de retrait ou de confinement de matériaux et produits de la liste A mentionnés à l'article R.1334-29, le propriétaire fait procéder par une personne mentionnée au premier alinéa de l'article R.1334-23, avant toute restitution des locaux traités, à un examen visuel de l'état des surfaces traitées. Il fait également procéder, dans les conditions définies à l'article R.1334-25, à une mesure du niveau d'empoussièrement dans l'air après démantèlement du dispositif de confinement. Ce niveau doit être inférieur ou égal à cinq fibres par litre.

II) Si les travaux ne conduisent pas au retrait total des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante, il est procédé à une évaluation périodique de l'état de conservation de ces matériaux et produits résiduels dans les conditions prévues par l'arrêté mentionné à l'article R.1334-20, dans un délai maximal de trois ans à compter de la date à laquelle sont remis les résultats du contrôle ou à l'occasion de toute modification substantielle de l'ouvrage ou de son usage.

III) Lorsque des travaux de retrait ou de confinement de matériaux et produits de la liste B contenant de l'amiante sont effectués à l'intérieur de bâtiment occupés ou fréquentés, le propriétaire fait procéder, avant toute restitution des locaux traités, à l'examen visuel et à la mesure d'empoussièrement dans l'air mentionnée au premier alinéa du présent article.

### Détail des préconisations suivant l'état de conservation des matériaux ou produit de la liste B

1. Réalisation d'une « évaluation périodique », lorsque le type de matériau ou produit concerné contenant de l'amiante, la nature et l'étendue des dégradations qu'il présente et l'évaluation du risque de dégradation ne conduisent pas à conclure à la nécessité d'une action de protection immédiate sur le matériau ou produit, consistant à :  
a) Contrôler périodiquement que l'état de dégradation des matériaux et produits concernés ne s'aggrave pas et, le cas échéant, que leur protection demeure en bon état de conservation ;  
b) Rechercher, le cas échéant, les causes de dégradation et prendre les mesures appropriées pour les supprimer.

2. Réalisation d'une « action corrective de premier niveau », lorsque le type de matériau ou produit concerné contenant de l'amiante, la nature et l'étendue des dégradations et l'évaluation du risque de dégradation conduisent à conclure à la nécessité d'une action de remise en état limitée au remplacement, au recouvrement ou à la protection des seuls éléments dégradés, consistant à :  
a) Rechercher les causes de la dégradation et définir les mesures correctives appropriées pour les supprimer ; b) Procéder à la mise en œuvre de ces mesures correctives afin d'éviter toute nouvelle dégradation et, dans l'attente, prendre les mesures de protection appropriées afin de limiter le risque de dispersion des fibres d'amiante ;  
c) Veiller à ce que les modifications apportées ne soient pas de nature à aggraver l'état des autres matériaux et produits contenant de l'amiante restant accessibles dans la même zone ;  
d) Contrôler périodiquement que les autres matériaux et produits restant accessibles ainsi que, le cas échéant, leur protection demeurent en bon état de conservation.  
Il est rappelé l'obligation de faire appel à une entreprise certifiée pour le retrait ou le confinement.

3. Réalisation d'une « action corrective de second niveau », qui concerne l'ensemble d'une zone, de telle sorte que le matériau ou produit ne soit plus soumis à aucune agression ni dégradation, consistant à :  
a) Prendre, tant que les mesures mentionnées au c) (paragraphe suivant) n'ont pas été mises en place, les mesures conservatoires appropriées pour limiter le risque de dégradation et la dispersion des fibres d'amiante. Cela peut consister à adapter, voire condamner l'usage des locaux concernés afin d'éviter toute exposition et toute dégradation du matériau ou produit contenant de l'amiante.  
Durant les mesures conservatoires, et afin de vérifier que celles-ci sont adaptées, une mesure d'empoussièrement est réalisée, conformément aux dispositions du code de la santé publique ;

- b) Procéder à une analyse de risque complémentaire, afin de définir les mesures de protection ou de retrait les plus adaptées, prenant en compte l'intégralité des matériaux et produits contenant de l'amiante dans la zone concernée ;  
c) Mettre en œuvre les mesures de protection ou de retrait définies par l'analyse de risque ;  
d) Contrôler périodiquement que les autres matériaux et produits restant accessibles, ainsi que leur protection, demeurent en bon état de conservation.  
En fonction des situations particulières rencontrées lors de l'évaluation de l'état de conservation, des compléments et précisions à ces recommandations sont susceptibles d'être apportées.

### 7.3 Recommandations générales de sécurité

L'identification des matériaux et produits contenant de l'amiante est un préalable à l'évaluation et à la prévention des risques liés à la présence d'amiante dans un bâtiment. Elle doit être complétée par la définition et la mise en œuvre de mesures de gestion adaptées et proportionnées pour limiter l'exposition des occupants présents temporairement ou de façon permanente dans le bâtiment et des personnes appelées à intervenir sur les matériaux ou produits contenant de l'amiante. Les recommandations générales de sécurité définies ci-après rappellent les règles de base destinées à prévenir les expositions. Le propriétaire (ou, à défaut, l'exploitant) de l'immeuble concerné adapte ces recommandations aux particularités de chaque bâtiment et de ses conditions d'occupation ainsi qu'aux situations particulières rencontrées.

Ces recommandations générales de sécurité ne se substituent en aucun cas aux obligations réglementaires existantes en matière de prévention des risques pour la santé et la sécurité des travailleurs, inscrites dans le code du travail.

#### 1. Informations générales

##### a) Dangerosité de l'amiante

Les maladies liées à l'amiante sont provoquées par l'inhalation des fibres. Toutes les variétés d'amiante sont classées comme substances cancérigènes avérées pour l'homme. Elles sont à l'origine de cancers qui peuvent atteindre soit la plèvre qui entoure les poumons (mésothéliomes), soit les bronches et/ou les poumons (cancers broncho-pulmonaires). Ces lésions surviennent longtemps (souvent entre 20 à 40 ans) après le début de l'exposition à l'amiante. Le Centre international de recherche sur le cancer (CIRC) a également établi récemment un lien entre exposition à l'amiante et cancers du larynx et des ovaires. D'autres pathologies, non cancéreuses, peuvent également survenir en lien avec une exposition à l'amiante. Il s'agit exceptionnellement d'épanchements pleuraux (liquide dans la plèvre) qui peuvent être récidivants ou de plaques pleurales (qui épaississent la plèvre). Dans le cas d'emphysème important, habituellement d'origine professionnelle, l'amiante peut provoquer une sclérose (asbestose) qui réduira la capacité respiratoire et peut dans les cas les plus graves produire une insuffisance respiratoire parfois mortelle. Le risque de cancer du poumon peut être majoré par l'exposition à d'autres agents cancérigènes, comme la fumée du tabac.

##### b) Présence d'amiante dans des matériaux et produits en bon état de conservation

L'amiante a été intégré dans la composition de nombreux matériaux utilisés notamment pour la construction. En raison de son caractère cancérigène, ses usages ont été restreints progressivement à partir de 1977, pour aboutir à une interdiction totale en 1997.

En fonction de leur caractéristique, les matériaux et produits contenant de l'amiante peuvent libérer des fibres d'amiante en cas d'usure ou lors d'interventions mettant en cause l'intégrité du matériau ou produit (par exemple perçage, ponçage, découpe, friction...). Ces situations peuvent alors conduire à des expositions importantes si des mesures de protection renforcées ne sont pas prises.

Pour rappel, les matériaux et produits répertoriés aux listes A et B de l'annexe 13-9 du code de la santé publique font l'objet d'une évaluation de l'état de conservation dont les modalités sont définies par arrêté. Il convient de suivre les recommandations émises par les opérateurs de repérage dits « diagnostiqueurs » pour la gestion des matériaux ou produits repérés.

De façon générale, il est important de veiller au maintien en bon état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante et de remédier au plus tôt aux situations d'usure anormale ou de dégradation de ceux-ci.

#### 2. Intervention de professionnels soumis aux dispositions du code du travail

Il est recommandé aux particuliers d'éviter dans la mesure du possible toute intervention directe sur des matériaux et produits contenant de l'amiante et de faire appel à des professionnels compétents dans de telles situations.

Les entreprises réalisant des opérations sur matériaux et produits contenant de l'amiante sont soumises aux dispositions des articles R. 4412-94 à R. 4412-148 du code du travail. Les entreprises qui réalisent des travaux de retrait ou de confinement de matériaux et produits contenant de l'amiante doivent en particulier être certifiées dans les conditions prévues à l'article R. 4412-129. Cette certification est obligatoire à partir du

1er juillet 2013 pour les entreprises effectuant des travaux de retrait sur l'enveloppe extérieure des immeubles bâtis et à partir du 1er juillet 2014 pour les entreprises de génie civil.

Des documents d'information et des conseils pratiques de prévention adaptés sont disponibles sur le site Travailler-mieux (<http://www.travailler-mieux.gouv.fr>) et sur le site de l'Institut national de recherche et de sécurité pour la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles (<http://www.inrs.fr>).

#### 3. Recommandations générales de sécurité

Il convient d'éviter au maximum l'émission de poussières notamment lors d'interventions ponctuelles non répétées, par exemple :

- perçage d'un mur pour accrocher un tableau ;
- remplacement de joints sur des matériaux contenant de l'amiante ;
- travaux réalisés à proximité d'un matériau contenant de l'amiante en bon état, par exemple des interventions légères dans des boîtiers électriques, sur des gaines ou des circuits situés sous un flocage sans action directe sur celui-ci, de remplacement d'une vanne sur une canalisation calorifugée à l'amiante.

L'émission de poussières peut être limitée par humidification locale des matériaux contenant de l'amiante en prenant les mesures nécessaires pour éviter tout risque électrique et/ou en utilisant de préférence des outils manuels ou des outils à vitesse lente.

Le port d'équipements adaptés de protection respiratoire est recommandé. Le port d'une combinaison jetable permet d'éviter la propagation de fibres d'amiante en dehors de la zone de travail. Les combinaisons doivent être jetées après chaque utilisation.

Des informations sur le choix des équipements de protection sont disponibles sur le site internet amiante de l'INRS à l'adresse suivante : [www.amiante.inrs.fr](http://www.amiante.inrs.fr). De plus, il convient de disposer d'un sac à déchets à proximité immédiate de la zone de travail et d'une éponge ou d'un chiffon humide de nettoyage.

#### 4. Gestion des déchets contenant de l'amiante

Les déchets de toute nature contenant de l'amiante sont des déchets dangereux. A ce titre, un certain nombre de dispositions réglementaires, dont les principales sont rappelées ci-après, encadrent leur élimination.

Lors de travaux conduisant à un désamiantage de tout ou partie de l'immeuble, la personne pour laquelle les travaux sont réalisés, c'est-à-dire les maîtres d'ouvrage, en règle générale les propriétaires, ont la responsabilité de la bonne gestion des déchets produits, conformément aux dispositions de l'article L. 541-2 du code de l'environnement. Ce sont les producteurs des déchets au sens du code de l'environnement.

Les déchets liés au fonctionnement d'un chantier (équipements de protection, matériel, filtres, bâches, etc.) sont de la responsabilité de l'entreprise qui réalise les travaux.

##### a. Conditionnement des déchets

Les déchets de toute nature susceptibles de libérer des fibres d'amiante sont conditionnés et traités de manière à ne pas provoquer d'émission de poussières. Ils sont ramassés au fur et à mesure de leur production et conditionnés dans des emballages appropriés et fermés, avec apposition de l'étiquetage prévu par le décret n° 88-466 du 28 avril 1988 relatif aux produits contenant de l'amiante et par le code de l'environnement notamment ses articles R. 551-1 à R. 551-13 relatifs aux dispositions générales relatives à tous les ouvrages d'infrastructures en matière de stationnement, chargement ou déchargement de matières dangereuses.

Les professionnels soumis aux dispositions du code du travail doivent procéder à l'évacuation des déchets, hors du chantier, aussitôt que possible, dès que le volume le justifie après décontamination de leurs emballages.

##### b. Apport en déchèterie

Environ 10 % des déchèteries acceptent les déchets d'amiante liés à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité provenant de ménages, voire d'artisans. Tout autre déchet contenant de l'amiante est interdit en déchèterie.

A partir du 1er janvier 2013, les exploitants de déchèterie ont l'obligation de fournir aux usagers les emballages et l'étiquetage appropriés aux déchets d'amiante.

**c. Filières d'élimination des déchets**

Les matériaux contenant de l'amiante ainsi que les équipements de protection (combinaison, masque, gants...) et les déchets issus du nettoyage (chiffon...) sont des déchets dangereux. En fonction de leur nature, plusieurs filières d'élimination peuvent être envisagées.

Les déchets contenant de l'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité peuvent être éliminés dans des installations de stockage de déchets non dangereux si ces installations disposent d'un casier de stockage dédié à ce type de déchets.

Tout autre déchet amianté doit être éliminé dans une installation de stockage pour déchets dangereux ou être vitrifiés. En particulier, les déchets liés au fonctionnement du chantier, lorsqu'ils sont susceptibles d'être contaminés par de l'amiante, doivent être éliminés dans une installation de stockage pour déchets dangereux ou être vitrifiés.

**d. Information sur les déchèteries et les installations d'élimination des déchets d'amiante**

Les informations relatives aux déchèteries acceptant des déchets d'amiante lié et aux installations d'élimination des déchets d'amiante peuvent être obtenues auprès :

- de la préfecture ou de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (direction régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie en Ile-de-France) ou de la direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;
- du conseil général (ou conseil régional en Ile-de-France) au regard de ses compétences de planification sur les déchets dangereux ;
- de la mairie ;
- ou sur la base de données « déchets » gérée par l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, directement accessible sur internet à l'adresse suivante : [www.sinoe.org](http://www.sinoe.org).

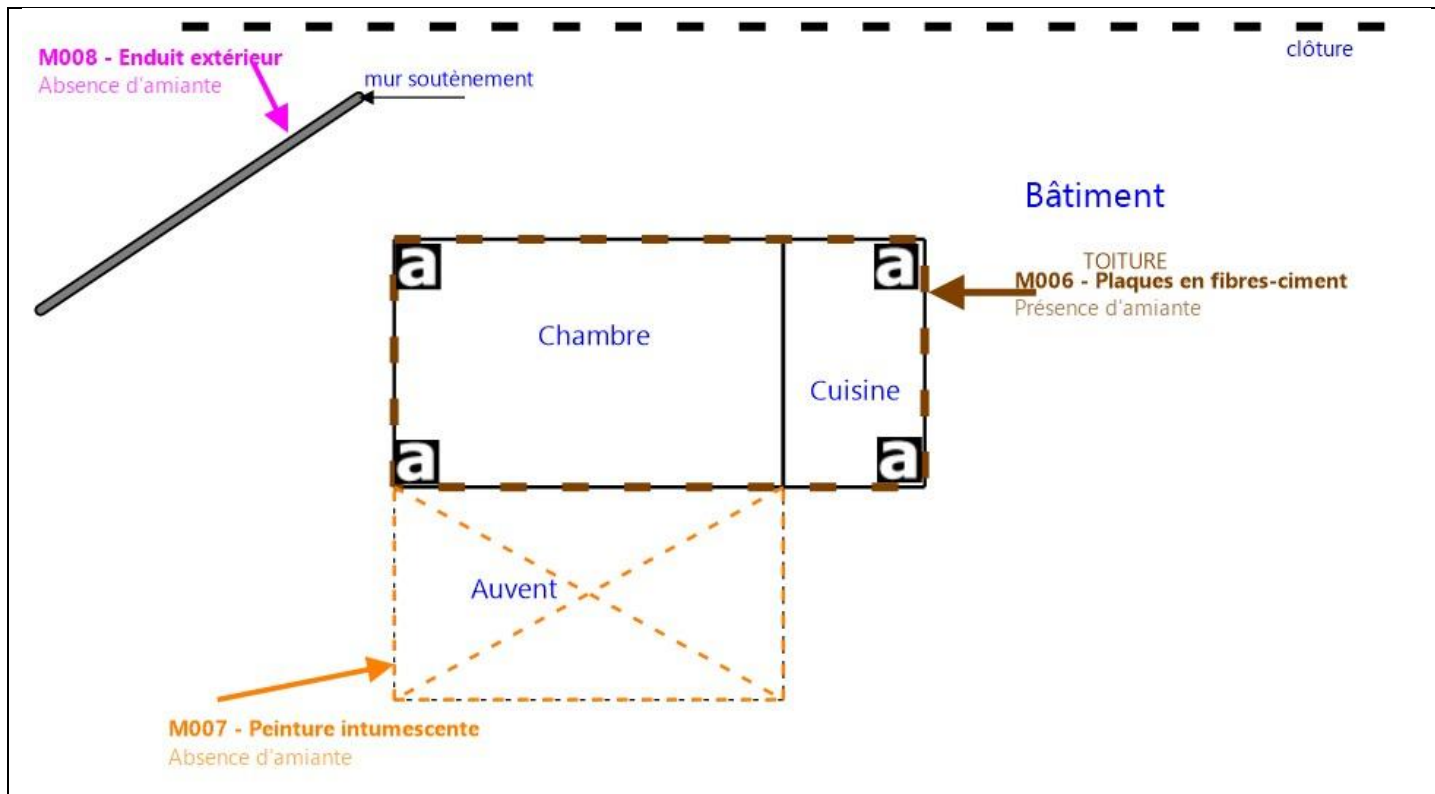
**e. Traçabilité**

Le producteur des déchets remplit un bordereau de suivi des déchets d'amiante (BSDA, CERFA no 11861). Le formulaire CERFA est téléchargeable sur le site du ministère chargé de l'environnement. Le propriétaire recevra l'original du bordereau rempli par les autres intervenants (entreprise de travaux, transporteur, exploitant de l'installation de stockage ou du site de vitrification).













Dans tous les cas, le producteur des déchets devra avoir préalablement obtenu un certificat d'acceptation préalable lui garantissant l'effectivité d'une filière d'élimination des déchets.

Par exception, le bordereau de suivi des déchets d'amiante n'est pas imposé aux particuliers voire aux artisans qui se rendent dans une déchèterie pour y déposer des déchets d'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité. Ils ne doivent pas remplir un bordereau de suivi de déchets d'amiante, ce dernier étant élaboré par la déchèterie.






## 7.4 Plans et croquis



### Légende

	Conduit en fibro-ciment		Dalles de sol	<b>Planche de repérage technique</b>  <b>Dossier n° 25/IMO/44669/OLP</b> <b>Etabli le : 03/07/2025</b>  <b>Adresse du bien :</b> 64 ALLEE DES FLAMANTS FORET DE SUZAC 17132 MESCHERS SUR GIRONDE  <b>Nom du rédacteur :</b> OLIVIER PROVINI SARL AUGRY
	Conduit autre que fibro-ciment		Carrelage	
	Brides		Colle de revêtement	
	Dépôt de Matériaux contenant de l'amiante		Dalles de faux-plafond	
	Matériau ou produit sur lequel un doute persiste		Toiture en fibro-ciment	
	Présence d'amiante		Toiture en matériaux composites	

## 7.5 Photos

	<p>Photo n° PhA001 Localisation : Bâtiment - Chambre; Bâtiment - Cuisine Ouvrage : 5 - Planchers et planchers techniques - Revêtements de sols Partie d'ouvrage : Ragréage Description : Ragréage</p>
	<p>Photo n° PhA002 Localisation : Bâtiment - Chambre; Bâtiment - Cuisine Ouvrage : 3 - Parois verticales intérieures - Murs et cloisons maçonnés Partie d'ouvrage : Enduit à base de ciment lissé ou taloché Description : Enduit à base de ciment lissé ou taloché</p>
	<p>Photo n° PhA003 Localisation : Bâtiment - Cuisine (menuiserie métal) Ouvrage : 2 - Parois verticales extérieures et Façades - Menuiseries extérieures Partie d'ouvrage : Joint de mastic de vitrage Description : Joint de mastic de vitrage</p>
	<p>Photo n° PhA004 Localisation : Bâtiment - Chambre (menuiseries bois) Ouvrage : 2 - Parois verticales extérieures et Façades - Menuiseries extérieures Partie d'ouvrage : Joint de mastic de vitrage Description : Joint de mastic de vitrage</p>
	<p>Photo n° PhA005 Localisation : Bâtiment - Façades Ouvrage : 2 - Parois verticales extérieures et Façades - Façades lourdes y compris poteaux Partie d'ouvrage : Peinture sur béton Description : Peinture sur béton</p>









	<p>Photo n° PhA006 Localisation : Bâtiment - Toiture Ouvrage : 1 - Couvertures, Toitures, Terrasses et étanchéités - Plaques ondulées et planes Partie d'ouvrage : Plaques en fibres-ciment (y compris plaques « sous tuiles ») Description : Plaques en fibres-ciment (y compris plaques « sous tuiles ») Localisation sur croquis : M006</p>
	<p>Photo n° PhA007 Localisation : Bâtiment - Auvent Ouvrage : 4 - Plafonds et faux plafonds - Poutres et charpentes Partie d'ouvrage : Peinture intumescente Description : Peinture intumescente Localisation sur croquis : M007</p>
	<p>Photo n° PhA008 Localisation : Annexes - Terrain (mur soutènement) Ouvrage : 2 - Parois verticales extérieures et Façades - Façades lourdes y compris poteaux Partie d'ouvrage : Enduit extérieur (projeté, lissé ou taloché) Description : Enduit extérieur (projeté, lissé ou taloché) Localisation sur croquis : M008</p>
	<p>Photo n° PhA009 Localisation : Bâtiment - Chambre; Bâtiment - Cuisine Ouvrage : 4 - Plafonds et faux plafonds - Plafonds Partie d'ouvrage : CHARPENTE BOIS Description : CHARPENTE BOIS</p>
	<p>Photo n° PhA010 Localisation : Bâtiment - Auvent Ouvrage : 1 - Couvertures, Toitures, Terrasses et étanchéités - Éléments associés à la toiture Partie d'ouvrage : TOITURE PVC Description : TOITURE PVC</p>
	<p>Photo n° PhA011 Localisation : Annexes - Terrain Ouvrage : 5 - Planchers et planchers techniques - Revêtements de sols Partie d'ouvrage : Dalle BETON Description : Dalle BETON</p>



Photo n° PhA012

Localisation : Annexes - Terrain CLOTURE

Ouvrage : 8 - Équipements divers et accessoires - Jardinières, bac à sable incendie

Partie d'ouvrage : POTEAUX BETON/BOIS + GRILLAGE

Description : POTEAUX BETON/BOIS + GRILLAGE

## 7.6 Rapports d'essais de laboratoire



### Eurofins Asbestos Testing Romania S.R.L.

acreditat pentru  
ÎNCERCARE



SR EN ISO/IEC 17025:2018  
CERTIFICAT DE ACREDITARE  
LI 1229

**SOCIETE AUGRY**  
**Monsieur Renaud AUGRY**  
Avenue Jean Jaurès 7  
17110 SAINT GEORGES DE DIDONNE

### RAPPORT D'ANALYSE D'AMIANTE DANS LES MATERIAUX



**N° de rapport d'analyse : AR-25-RB-045172-01**

**Date d'émission de rapport : 16/07/2025 22:18**

Référence dossier Client:686d34e4eaeedDossier: 25/IMO/44669/OLP

Référence dossier N° : 25UV054668

Référence laboratoire N° : 25RB023375

Reçu par MyEasyLab le : 11/07/2025 14:27

Reçu par le laboratoire le : 15/07/2025

Date d'analyse : 16/07/2025

N° éch.	Référence client	Description visuelle	Technique utilisée / Analyste	Préparation		Résultats
				Nb prep / Nb grilles ou lames	Type	
001	D01 - 5 - Planchers et planchers techniques - Revêtements de sols - Ragréage - Ragréage - Batiment - Chambre; Batiment - Cuisine	Matériau (pulvérulent) (noir) ; matériau dur de type ciment (gris) ; matériau dur de type ciment (beige)	MET / FR9V	1 / 2	Calcination et attaque acide (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées
002	D02 - 3 - Parois verticales interieures - Murs et cloisons maconnes - Enduit a base de ciment lisse ou taloche - Enduit a base de ciment lisse ou taloche - Batiment - Chambre; Batiment - Cuisine	Matériau de type peinture (blanc) ; matériau dur de type ciment (beige) ; matériau semi-dur (gris) en traces	MET / FR9V	1 / 2	Calcination et attaque acide (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées
003	D03 - 2 - Parois verticales exterieures et Facades - Menuiseries exterieures - Joint de mastic de vitrage - Joint de mastic de vitrage - Batiment - Cuisine (menuiserie metal)	Matériau de type peinture (vert) ; matériau de type peinture (blanc) ; matériau semi-dur de type joint (gris) ; matériau semi-dur (marron)	MET / FR9V	1 / 2	Calcination et attaque acide (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées
004	D04 - 2 - Parois verticales exterieures et Facades - Menuiseries exterieures - Joint de mastic de vitrage - Joint de mastic de vitrage - Batiment - Chambre (menuiseries bois)	Matériau de type peinture (gris) ; matériau semi-dur de type joint (gris)	MET / FR9V	1 / 2	Calcination et attaque acide (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées
005	D05 - 2 - Parois verticales exterieures et Facades - Facades lourdes y compris poteaux - Peinture sur beton - Peinture sur beton - Batiment - Facades	Matériau de type peinture (blanc) ; matériau dur de type ciment (beige)	MET / FR9V	1 / 2	Calcination et attaque acide (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées



La reproduction de ce document n'est autorisée que sous sa forme intégrale. Il comporte 2 page(s). Le présent rapport ne concerne que les objets soumis à l'essai tels qu'ils ont été reçus au laboratoire. Les essais identifiés par le symbole \* ne sont pas inclus dans la portée d'accréditation.

**Eurofins Asbestos Testing Romania S.R.L.**  
6 Preciziei Street, ground floor, 6th District  
062203 Bucarest, România

**1/2**  
P-R5-FRM8220






## Eurofins Asbestos Testing Romania S.R.L.



N° de rapport d'analyse : AR-25-RB-045172-01

N° éch.	Référence client	Description visuelle	Technique utilisée / Analyste	Préparation		Résultats
				Nb prep / Nb grilles ou lames	Type	
006	D06 - 1 - Couvertures, Toitures, Terrasses et étanchéités - Plaques ondulées et planes - Plaques en fibres-ciment (y compris plaques sous tuiles) - Plaques en fibres-ciment (y compris plaques sous tuiles) - Batiment - Toiture	Matériau dur fibreux de type fibres-ciment (gris)	MOLP / R5SV	2 / 2	-	 Fibres d'amiante de type chrysotile
007	D07 - 4 - Plafonds et faux plafonds - Poutres et charpentes - Peinture intumescente - Peinture intumescente - Batiment - Auvent	Matériau de type système d'enduit peinture (jaune) ; matériau semi-dur (marron) ; matériau semi-dur (gris)	MET / FR9V	1 / 2	Calcination et attaque acide (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées
008	D08 - 2 - Parois verticales extérieures et Facades - Facades lourdes y compris poteaux - Enduit extérieur (projeté, lisse ou taloché) - Enduit extérieur (projeté, lisse ou taloché) - Annexes - Terrain (mur soutènement)	Matériau dur de type ciment (gris)	MET / FR9V	1 / 2	Calcination et attaque acide (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées

**Méthodes d'analyses employées pour la recherche qualitative des fibres d'amiante dans les matériaux :**

**MOLP :** Détermination Fibres d'amiante. Détection et identification par Microscopie Optique à Lumière Polarisée (MOLP) réalisée à partir du Guide HSG 248 de 2021 - annexe 2, P-MO-SOP7718 Ed. 1.1/15.03.2022.

**MET :** Détermination Fibres d'amiante. Traitement par calcination et par attaque acide. Détection et identification par Microscopie Electronique à Transmission équipée d'un Analyseur en dispersion d'énergie des rayons X (META) réalisée à partir de la norme : NFX 43-050 : Juillet 2021, P-ME-SOP7663 Ed. 1.2/08.05.2023.

**Notes :**

1 : Les informations de traçabilité sont disponibles sur demande. Il est à noter que ce rapport en français est une copie de la version originale du rapport en langue roumaine et stockée en interne par le laboratoire. - 2 : Sauf information contraire sur ce rapport, le laboratoire sépare l'échantillon transmis par le demandeur pour une analyse par composant. Des composants décrits simultanément dans une même prise d'essai n'ont pas pu être séparés pour l'analyse. - 3 : Pour la recherche d'amiante dans les matériaux, la limite de détection garantie par prise d'essai dans les matériaux (en MOLP et/ou en MET) est de 0,1% en masse. - 4 : "Fibres d'amiante non détectées" au MOLP, signifie que la couche peut renfermer une teneur inférieure à la limite de détection garantie de fibre d'amiante optiquement observable. Pour être optiquement observable, une fibre doit avoir un diamètre supérieur à 0,2 µm. "Fibres d'amiante non détectées" au MET signifie que la couche peut renfermer une teneur inférieure à la limite de détection garantie de fibre d'amiante. - 5 : La portée d'accréditation du laboratoire est référencée sous le n° LI 1229 et est disponible sur <https://www.renar.ro/> - 6 : Le prélèvement relève de la responsabilité du client. - 7 : Analyse réalisée dans le cadre des textes réglementaires suivants : Décret n° 2017-899 du 9 mai 2017, Décret n° 2019-251 du 27 mars 2019, Décret n° 2011-629 du 3 juin 2011, Arrêté du 1er octobre 2019 (JOFR n°0245 du 20 octobre 2019 texte n° 18) modifié par l'Arrêté du 26 décembre 2019, Arrêté du 25 juillet 2022 (JOFR n°0238 du 13 octobre 2022, texte n°10). - 8 : Le rapport est établi dans le cadre du cas 1 de l'article 6 de l'arrêté du 1er octobre 2019 à savoir la détection et l'identification d'amiante délibérément ajouté dans les matériaux et produits manufacturés.

Validé et autorisé par :



**Vicentiu Stoica**  
Team Leader CRO007

La reproduction de ce document n'est autorisée que sous sa forme intégrale. Il comporte 2 page(s). Le présent rapport ne concerne que les objets soumis à l'essai tels qu'ils ont été reçus au laboratoire. Les essais identifiés par le symbole \* ne sont pas inclus dans la portée d'accréditation.

**Eurofins Asbestos Testing Romania S.R.L.**  
6 Preciziei Street, ground floor, 6th District  
062203 Bucharest, Romania

2/2  
P-RS-FRM8220

## 7.7 Autres documents



## 7.8 Assurance

### Votre Assurance

► RCE PRESTATAIRES



Assurance et Banque

ATTESTATION

**SARL AUGRY  
7 AV JEAN JAURES  
17110 ST GEORGES DE DIDONNE FR**

### AGENT

EI JOUARET DAVID  
64 BD DE LATTRE DE TASSIGNY  
17200 ROYAN  
**Tél : 0546051760**  
Fax : 05 46 06 66 39  
Email : AGENCE.DAVID.JOUARET@AXA.FR  
Portefeuille : 0017047144

### Vos références :

**Contrat n° 6709513304**  
Client n° 3829967304

AXA France IARD, atteste que :

**SARL AUGRY  
7 AV JEAN JAURES  
17110 ST GEORGES DE DIDONNE**

est titulaire d'un contrat d'assurance **N° 6709513304** ayant pris effet le **01/01/2024** garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile pouvant lui incomber en raison des dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs survenus du fait de l'exercice de ses activités

### DIAGNOSTICS TECHNIQUES IMMOBILIERS.

1/ en cas de vente d'un bien immobilier au titre de la constitution du dossier technique, et visés aux 1° à 7° de l'article L 271-4 du Code de la Construction et de l'Habitation

2/ en cas de location de bâtiments à usage principal d'habitation et de livraison de bâtiments neufs au titre de la constitution du dossier de diagnostic technique visé à l'article 3-3 de la loi 89-462 du 6 juillet 1989 modifiée

- Le constat de risque d'exposition au plomb prévu aux articles L. 1334-5 et L. 1334-6 du Code de la Santé Publique;
- L'état mentionnant la présence ou l'absence de matériaux ou produits contenant de l'amiante prévu à l'article L. 1334-13 du Code de la Santé Publique;
- L'état relatif à la présence de termites dans le bâtiment prévu à l'article L. 133-6 du Code de la Construction et de l'habitation;
- L'état de l'installation intérieure de gaz prévu à l'article L. 134-6 du Code de la Construction et de l'habitation;
- L'état des risques naturels, miniers et technologiques prévu à l'article L125-5 du Code de l'environnement dans les zones mentionnées au même article
- Le diagnostic de performance énergétique prévu à l'article L. 134-1 du Code de la Construction et de l'habitation;
- L'état de l'installation intérieure d'électricité prévu à l'article L. 134-7 du Code de la Construction et de l'habitation;

1D052620241001



### **AXA France IARD SA**

Société anonyme au capital de 214 799 030 Euros  
Siège social : 313, Terrasses de l'Arche - 92727 Nanterre Cedex 722 057 460 R.C.S. Nanterre  
Entreprise régie par le Code des assurances - TVA intracommunautaire n° FR 14 722 057 460  
Opérations d'assurances exonérées de TVA - art. 261-C CGI - sauf pour les garanties portées par AXA Assistance

1/3

- L'information sur la présence d'un risque de mэрule prévu à l'article L133-9 du code de la Construction et de l'habitation

**PRESTATIONS AUTRES QUE CELLES REALISEES DANS LE CADRE DE LA CONSTITUTION DU DOSSIER TECHNIQUE****Métrage loi CARREZ****Etat des lieux locatifs****Mesure du Radon dans les maisons individuelles et immeubles a usage d'habitation****Diagnostic de conformité aux normes de surface et d'habitabilité - pret a taux zero****Etablissement du carnet d'entretien en matière de mise en copropriété****Diagnostic réglementaire d'accessibilité handicapé****Vérifications réglementaires périodiques en matière d'installations électriques****Infiltrométrie, Test d'étanchéité à l'air****Réglementation thermique RT 2012 et RE 2020****Diagnostic Technique Global (DTG)****Recherche de fuites d'eau****Diagnostic assainissement autonome et collectif.****Contrôle des réseaux aэrauliques RE 2020****Audit énérgétique réalisé dans le cadre de la Loi Climat et Résilience n°2021-1104 du 22/08/2021 ; A L'EXCLUSION DE TOUTES PRESTATIONS DE LOUAGE D'OUVRAGE OU DE MAITRISE D'ŒUVRE RELEVANT DE L'OBLIGATION D'ASSURANCE DECENNALE.****Prestation de services pour des tâches administratives : pré-rédaction d'attestation de prise en compte du phénomène de retrait gonflement des sols argileux à la déclaration d'achèvement des travaux**

La présente attestation ne peut engager l'Assureur au-delà des limites et conditions du contrat auquel elle se réfère.

La présente attestation est valable pour la période du **01/01/2024** au **01/10/2025** sous réserve des possibilités de suspension ou de résiliation en cours d'année d'assurance pour les cas prévus par le Code des Assurances ou le contrat.

Fait à ROYAN le 1 octobre 2024

**AXA France IARD SA**

Société anonyme au capital de 214 799 030 Euros  
Siège social : 313, Terrasses de l'Arche - 92727 Nanterre Cedex 722 057 460 R.C.S. Nanterre  
Entreprise régie par le Code des assurances - TVA intracommunautaire n° FR 14 722 057 460  
Opérations d'assurances exonérées de TVA - art. 261-C CGI - sauf pour les garanties portées par AXA Assistance

2/3

Pour la société :


**AXA France IARD SA**

Société anonyme au capital de 214 799 030 Euros  
Siège social : 313, Terrasses de l'Arche - 92727 Nanterre Cedex 722 057 460 R.C.S. Nanterre  
Entreprise régie par le Code des assurances - TVA intracommunautaire n° FR 14 722 057 460  
Opérations d'assurances exonérées de TVA - art. 261-C CGI - sauf pour les garanties portées par AXA Assistance


**3/3**



## 7.9 Certificat de compétences



Accréditation  
n°4-0557  
PORTÉE  
DISPONIBLE SUR  
[www.cofrac.fr](http://www.cofrac.fr)



Bureau Contrôle Certification

N° de certification  
**B2C 0167**

### CERTIFICATION DE PERSONNES

attribuée à :

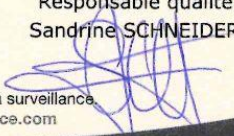
**Olivier PROVINI**

Dans les domaines suivants :

<b>Amiante sans mention</b> : Secteur B : certification des personnes réalisant des missions de repérage et de diagnostic de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante <b>Obtenu le</b> : 10/10/2022 <b>Valable jusqu'au</b> : 09/10/2029* <small>Arrêté du 24 décembre 2021 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique et des organismes de formation et d'accréditation des organismes de certification.</small>
<b>Amiante avec mention</b> : Secteur Bbis : certification des personnes réalisant des missions de repérage et de diagnostic de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante <b>Obtenu le</b> : 10/10/2022 <b>Valable jusqu'au</b> : 09/10/2029* <small>Arrêté du 24 décembre 2021 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique et des organismes de formation et d'accréditation des organismes de certification.</small>
<b>Plomb sans mention</b> : Secteur A : Certification de personnes réalisant des constats de risque d'exposition au plomb (CREP) <b>Obtenu le</b> : 25/05/2023 <b>Valable jusqu'au</b> : 24/05/2030* <small>Arrêté du 24 décembre 2021 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique et des organismes de formation et d'accréditation des organismes de certification.</small>
<b>Energie sans mention (DPE)</b> : Secteur D : certification des personnes réalisant des diagnostics de performance énergétique d'habitations individuelles et de lots dans des bâtiments à usage principal d'habitation et des attestations de prise en compte de la réglementation thermique <b>Obtenu le</b> : 08/12/2022 <b>Valable jusqu'au</b> : 07/12/2029* <small>Arrêté du 24 décembre 2021 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique et des organismes de formation et d'accréditation des organismes de certification.</small>
<b>Energie avec mention (DPE)</b> : Secteur Dbis : certification des personnes réalisant des diagnostics de performance énergétique d'immeubles ou de bâtiments à usage principal autre que d'habitation <b>Obtenu le</b> : 08/12/2022 <b>Valable jusqu'au</b> : 07/12/2029* <small>Arrêté du 24 décembre 2021 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique et des organismes de formation et d'accréditation des organismes de certification.</small>
<b>Électricité</b> : Secteur F : certification des personnes réalisant l'état des installations intérieures d'électricité <b>Obtenu le</b> : 17/12/2021 <b>Valable jusqu'au</b> : 16/12/2028* <small>Arrêté du 2 juillet 2018 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique et des organismes de formation et d'accréditation des organismes de certification.</small>
<b>Gaz</b> : Secteur E : certification des personnes réalisant l'état des installations intérieures de gaz <b>Obtenu le</b> : 12/11/2023 <b>Valable jusqu'au</b> : 11/11/2030* <small>Arrêté du 24 décembre 2021 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique et des organismes de formation et d'accréditation des organismes de certification.</small>
<b>Termites</b> : Secteur C : certification des personnes réalisant l'état relatif à la présence de termites dans le bâtiment, en métropole <b>Obtenu le</b> : 10/01/2023 <b>Valable jusqu'au</b> : 09/01/2030* <small>Arrêté du 24 décembre 2021 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique et des organismes de formation et d'accréditation des organismes de certification.</small>

Fait à STRASBOURG, le 10 novembre 2023

Responsable qualité,  
Sandrine SCHNEIDER



\*Sous réserve du respect des dispositions contractuelles et des résultats positifs de la surveillance.  
La conformité de cette certification peut être vérifiée sur le site : [www.b2c-france.com](http://www.b2c-france.com)

24 rue des Prés • 67380 LINGOLSHEIM • Tél : 03 88 22 21 97 • e-mail : [b.2.c@orange.fr](mailto:b.2.c@orange.fr) • [www.b2c-france.com](http://www.b2c-france.com)

Fin du rapport n° 25/IMO/44669/OLP